

PROGRAMME DE TRANSITION ET NATIONALISATIONS

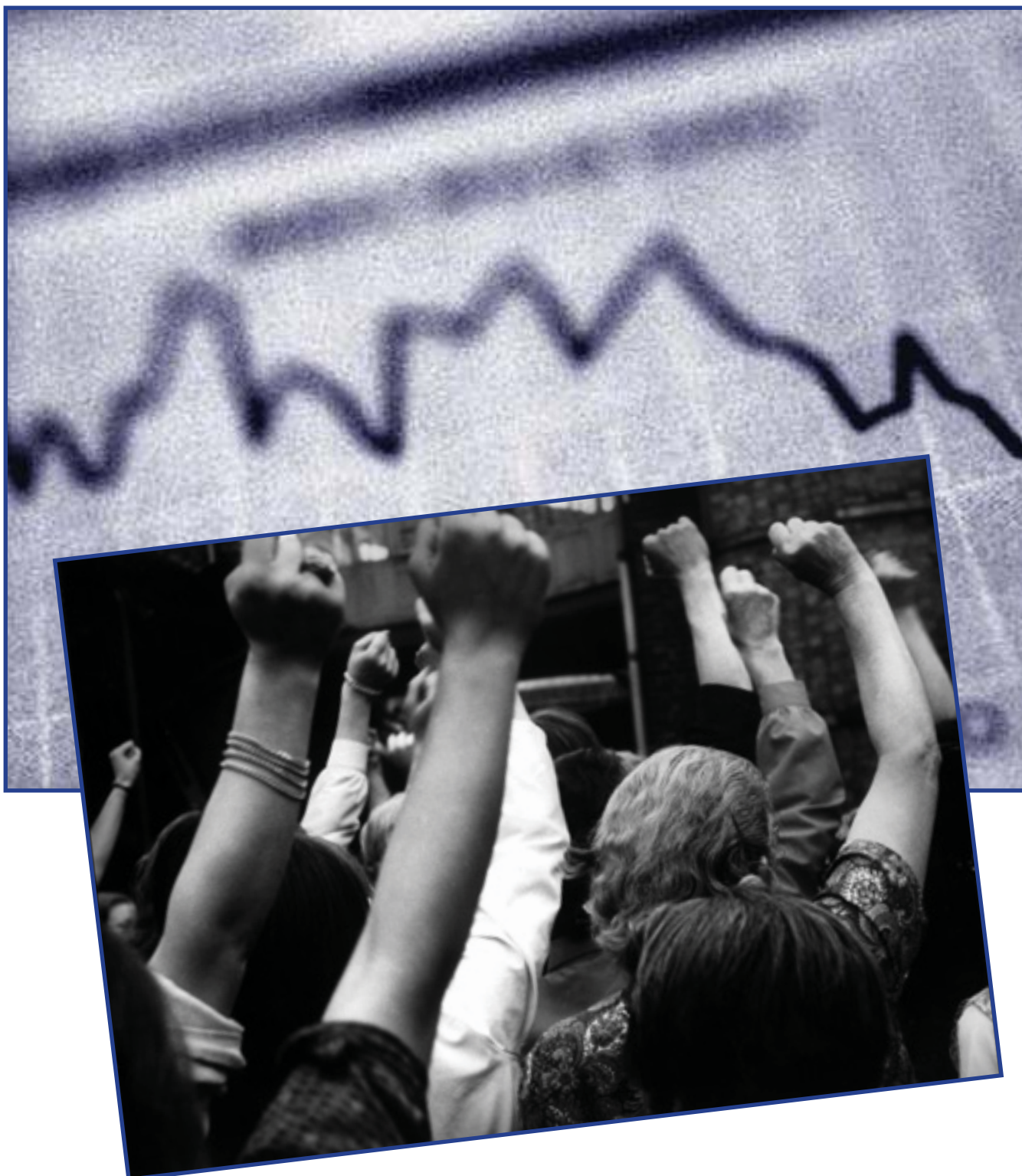
2 EUROS



WWW.SOCIALISME.BE

CONTENU :

1. Introduction, par Sascha Stanicic (juin 2009)	4
2. Le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière	9
3. L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière (Trotsky)	16
4. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste	18



I. INTRODUCTION, PAR SASCHA STANICIC (JUIN 2009)



La crise capitaliste mondiale est la confirmation de la justesse de l'analyse des marxistes, mais elle nous place directement devant de nouveaux enjeux. Les changements dramatiques qui se déroulent sur le plan sociétal vont influencer la conscience des masses et les contradictions entre les classes, ce qui signifie que le fait de proposer et de formuler un programme socialiste par l'agitation et la propagande nous place devant de nouveaux problèmes.

Lorsque que le monde arrive dans une nouvelle époque - et c'est cela qui se produit aujourd'hui devant nos yeux - le plus grand ennemi du mouvement révolutionnaire est la routine, l'immobilité, le maintien des vieilles formules. Pour une organisation marxiste, les grands changements doivent avoir comme conséquence la remise en question de la méthode de travail et du programme, afin de les adapter aux nouveaux enjeux.

C'est pour ça que depuis quelque temps, au sein du SAV (Sozialistische Alternative,

notre section-soeur en Allemagne), un débat se déroule sur la manière d'introduire la question du socialisme dans la classe ouvrière et la lutte de classe de façon compréhensible. Quels slogans et quelles revendications peuvent être mis en avant, et comment les présenter? Ces discussions ne sont pas l'expression de divergences politiques, même si la discussion se passe de façon vive et parfois même controversielle. C'est un élément crucial de la vie dans une organisation marxiste, essentiel pour son développement et celui de son programme. Ces débats doivent, et c'est encore plus vrai dans des périodes de grands changements, former un élément essentiel de la vie et de l'activité d'une organisation marxiste révolutionnaire.

Quand on parle de la continuation du développement d'un programme marxiste, nous ne parlons pas de la base de ce programme. Cette base peut être résumée en un seul mot : socialisme. La crise du capitalisme et tous les problèmes qui en découlent - du chômage massif à la pollution en passant par les guerres - ne peuvent pas être résolus dans le contexte du capitalisme. Sur base de la propriété privée des moyens de production, du marché, et de la production dans le but de maximaliser le profit, aucun développement harmonieux de la société sur le plan international n'est possible, et les contradictions de classes croissantes ne peuvent être dépassées. Le socialisme est devenu une

nécessité, comme le disait déjà Rosa Luxembourg au début du 20e siècle.

Néanmoins, un programme marxiste ne se compose pas que de la revendication du socialisme. Il est constitué de toute une série de revendications, d'objectifs de lutte, de stratégies et de tactiques qui, ensemble, montrent le chemin vers le socialisme - et qui sont formulés de telle façon qu'il peuvent trouver du soutien parmi les travailleurs et les jeunes, et ainsi devenir une force matérielle. Un programme marxiste est alors tout à fait lié avec la méthode sur base de laquelle il est rédigé.

Cette méthode est la «méthode transitoire», et nous élaborons un «programme de transition». Avec le programme de transition, nous ne parlons pas d'un texte - pas même du document de fondation de la Quatrième Internationale en 1938, qui porte ce nom. La méthode qui est utilisée dans ce document et qui est expliquée par Trotsky était déjà développée et en utilisation dans le mouvement marxiste révolutionnaire avant Trotsky. La contribution de Trotsky a été le développement d'une formulation générale du concept des revendications transitoires.

Déjà dans le Manifeste du Parti Communiste, nous trouvons à la fin de la deuxième partie une série de revendications, qui décrivent les tâches de la classe ouvrière après la conquête du pouvoir politique. Ces revendications sont souvent considérées comme des exemples de revendications transitoires, mêmes si elles sont décrites comme des tâches à accomplir après la conquête du pouvoir, plutôt que des tâches en route vers cette prise de pouvoir.

Le texte de Lénine «*La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*» de l'année révolutionnaire de 1917 est un autre document qui a le caractère d'un programme de transition.

C'est surtout lors des troisième et quatrième congrès mondiaux de l'Internationale Communiste (Comintern), que s'est développé un débat intense sur le programme. Celui-ci a abouti à la question pour toutes les sections d'élaborer des programmes nationaux dans lesquels les revendications transitoires joueraient un rôle central.

Le débat dans le Comintern

Un programme de transition n'est pas synonyme de programme pour le socialisme, dans le sens qu'il ne met pas en avant les principes qui sont à la base du marxisme et d'une société socialiste.

Un programme de transition formule les tâches qui peuvent conduire à la prise de pouvoir par la classe des travailleurs, la classe ouvrière. Il reconnaît la contradiction entre d'un côté la maturité des conditions objectives pour le socialisme et, de l'autre, l'immaturité de la classe ouvrière.

Après la défaite des révolutions en Allemagne, en Hongrie et en Italie, juste après la Première Guerre Mondiale, le Comintern a discuté de la nécessité de gagner d'abord les masses pour le Parti Communiste, avant de pouvoir gagner le pouvoir. Cette discussion a conduit ensuite à la méthode du front unique et des revendications transitoires.

En général, les revendications transitoires font le pont entre la conscience de la classe ouvrière et l'objectif de la

prise du pouvoir lors de l'effondrement contre le capitalisme. Le point de départ de la formulation d'une revendication n'est pas la conscience de la classe, mais la nécessité objective du socialisme et des possibilités matérielles objectives pour y parvenir. Une revendication doit donc toujours être claire quant à la question de savoir dans quelle direction la transition nous mène: le socialisme ne peut pas être mis de côté sous prétexte qu'il n'y a pas une conscience socialiste massivement présente. Mais comment faire le pont entre le socialisme et la conscience existante? Le programme de transition transcende la scission entre le programme minimal et maximal, contrairement à ce que faisait l'ancienne social-démocratie d'avant la Première Guerre Mondiale.

Il est évident que ces discussions au sein du Comintern et la Quatrième Internationale prenaient place dans des périodes historiques différentes, pendant des situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires.

Trotsky a écrit en 1938 la célèbre phrase: *«La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»* Le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO), dont le SAV est la section allemande, a au cours des vingt dernières années affirmé que cette crise a reçu une connotation plus générale et plus profonde dans la période actuelle. Tant la direction que la conscience et l'organisation de la classe ouvrière sont aujourd'hui atteintes par cette crise. Sur cette base, nous avons développé comme conclusion la «double tâche» des marxistes: la construction d'une organisation révolutionnaire-marxiste d'un côté, l'élargissement de la conscience socialiste et la construction d'organisations larges de la classe ouvrière, telles que des nouveaux partis de travailleurs, de l'autre.

Revendications minimales

Un programme transitoire ne doit pas mettre de côté les revendications minimales, les revendications directes. Il ne s'agit pas de mener la discussion sur la caractère d'une revendication en particulier. Faire d'une revendication une véritable revendication transitoire découle de l'ensemble du programme de revendications.

Ceci devient plus clair avec la citation suivante. Une résolution du troisième congrès mondial du Comintern établit que: «Ni la capacité de survie ou de compétition de l'industrie capitaliste, ni la capacité du secteur financier capitaliste ne doivent être prises en considération par les partis communistes, mais uniquement les limites des tourments que la classe ouvrière peut endurer. Lorsque les revendications découlent des besoins vivants de la classe ouvrière au sens large, lorsque les masses sont remplies du sentiment qu'elles ne peuvent pas vivre plus longtemps sans la réalisation de cette revendication, la lutte pour ces revendications devient le point de départ de la lutte pour le pouvoir. Au lieu du programme minimal des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met en avant la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, à travers un système de revendications, qui dans leur totalité annihilent le pouvoir de la bourgeoisie, qui organisent le prolétariat et forment des étapes dans la lutte pour la dictature du prolétariat, un système dans lequel chacune de ces revendications donne l'expression d'une nécessité des larges masses, même si ces masses ne se mettent pas encore consciemment sur la position de la dictature du prolétariat.»

Dans le «Programme de transition» de 1938, Trotsky écrivait ceci: *«La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications*

du vieux programme “minimum”, dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles “minimum” des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas -, la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux “programme minimum” est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.»

Aujourd'hui, nous sommes aussi dans le cas où les revendications même partielles ne sont accessibles que sur base d'une mobilisation massive, et amènent rapidement la question du système et du pouvoir. Ceci non pas parce que les possibilités matérielles ne sont pas présentes pour les concrétiser, mais parce que les capitalistes refusent ces revendications sur base de leur logique de profit. Selon Marx, les revendications minimales de la social-démocratie sont *«applicables dans la société capitaliste, et c'est pour cela qu'elles jouent un rôle révolutionnaire, parce que la société capitaliste refuse encore et encore ces revendications tout à fait réalisables et même nécessaires pour la classe ouvrière.»*

Programme de transition

Qu'est-ce qu'une revendication transitoire? Le sous-titre du «Programme de transition» l'explique: *«La mobilisation des masses à travers des revendications transitoires en guise de préparation à la prise du pouvoir»*. Les notions les plus importantes dans cette phrase sont: *mobilisation et prise du pouvoir*.

Une revendication transitoire n'est pas seulement en première instance une revendication matérielle, dont la réalisation n'est possible qu'après la mise à bas du capitalisme. Ceci est certes un élément important, qui vaut pour des revendications telles que l'échelle mobile des salaires, une diminution radicale du temps de travail, un salaire minimum et une rente minimum.

D'autres éléments fondamentaux des revendications transitoires sont la remise en cause de la propriété, telle que la revendication de l'expropriation de certaines entreprises (par exemple celles qui prévoient des licenciements massifs), l'annulation des privatisations ainsi que la mise sous domaine public des banques et des grosses entreprises. Nous allons bien entendu constamment avancer ces revendications en tant qu'instruments nécessaires afin de défendre les emplois, les services, etc.

Mais pour des revendications transitoires et pour un programme de transition, ce qui est également déterminant, c'est le caractère mobilisateur de ces revendications. Cela signifie aussi que ces revendications doivent répondre à la question de la lutte de classe, d'organes de lutte, d'activités et d'organisations ouvrières indépendantes. Cela signifie encore que les revendications matérielles doivent être rédigées en relation les unes avec les autres, et que la manière de poser ces revendications ne doit pas non plus être perdue de vue. Un programme de transition est donc là pour faire en sorte que la classe ouvrière développe une conscience de classe, passe

d'une classe "en soi" à une classe "pour soi", et devienne donc un sujet historique.

Cela signifie aussi que les revendications ne sont pas orientées à quelqu'un de manière passive. Elles ne sont là ni pour l'Etat bourgeois, ni pour la bureaucratie syndicale, même si cela ne veut évidemment pas dire que l'on ne doit pas développer de revendication vers ces personnes.

Les titres du premier chapitre du programme de fondation de la IVème Internationale sont:

1. Echelle mobile des salaires et du temps de travail
2. Syndicats
3. Comités d'entreprise
4. Contrôle ouvrier
5. Expropriations
6. Piquets de grève, milices ouvrières, etc.

Ces titres expriment l'orientation vers la création d'organes de lutte et de bastions de pouvoir pour la classe ouvrière. Le but est que la classe ouvrière prenne son sort entre ses propres mains.

Mais ces revendications doivent également trouver une connexion auprès de la conscience de la classe ouvrière et de la phase de lutte ouvrière du moment. La position et l'approche des marxistes quant à la question des syndicats et des comités d'usine se sont par exemple modifiées au fil des années.

Lénine et Trotsky pensaient que les syndicats ne seraient pas en état d'organiser la majorité de la classe ouvrière. Le rôle des comités d'usine serait donc, à une époque de lutte de classe exacerbée, d'organiser les plus larges couches de la classe ouvrière. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'impact des syndicats réformistes a été tel que le taux de syndicalisation dans certains pays a pu s'élever à plus de 50%, et même dans certains cas à plus de 80%. Par conséquent, la revendication de former des comités d'usine a été en partie mise de côté. Dans un texte du milieu des années '90 où il parle du programme de transition, Peter Taaffe a écrit qu'au Royaume-Uni, les délégations syndicales ont repris dans la pratique la fonction des comités d'usine. Aujourd'hui, la question se pose de nouveau, dans un contexte de changements au sein de la classe ouvrière, d'affaiblissement des syndicats dans de nombreux pays et de développement de nouvelles industries et sociétés avec un bas niveau d'organisation. Lors des derniers mois, nous avons à de nombreuses reprises mis en avant la question de comités de grève indépendants. Cette revendication n'est certainement pas adaptée à chaque grève et à chaque instant mais, fondamentalement, nous devons trouver une manière d'avancer des slogans qui aident les travailleurs à obtenir le contrôle de leur propre lutte. En même temps, nous devons y ajouter la revendication cruciale d'un syndicat combatif et démocratique.

Notre revendication pour un nouveau parti des travailleurs est une partie centrale de notre programme dans de nombreux pays. En 1938, cette revendication était correcte pour les Etats-Unis, mais elle ne présentait aucun intérêt ailleurs, étant donné l'existence de grands partis ouvriers social-démocrates ou communistes (staliniens).

La revendication de milices ouvrières, reprise en toutes circonstances par certains groupes ultra-gauchistes, ne correspond pas à la conscience de la classe ouvrière, ni à la phase actuelle de la lutte de classe. Sous les conditions actuelles, cette revendication est même un obstacle à ce que les travailleurs empruntent le pont en direction du socialisme. Nous pouvons seulement en dire ceci: à chaque légume sa saison. La question

des milices ouvrières se pose aujourd'hui dans le processus révolutionnaire au Vénézuéla, et nos camarades y présentent des slogans qui vont dans ce sens. Dans les pays capitalistes développés, cela n'est pas le cas. Nous expliquons cependant ces idées dans des articles historiques et dans des textes qui expliquent par exemple notre programme en ce qui concerne le Vénézuéla. Avec cela, nous clarifions que nous sommes en essence d'accord avec l'idée de milices ouvrières.

Lorsque nous désirons vérifier si un programme a un caractère transitoire, il est crucial que avant tout il fasse une liaison avec la lutte actuelle et la conscience existante. En deuxième lieu, il doit poser la question de la propriété, et en troisième lieu assurer la mobilisation, la lutte et le développement de la conscience de classe. Notre brochure "Qui nous sommes et ce que nous voulons" contient de nombreuses revendications concrètes mais remplit certainement aussi les conditions d'un programme de transition. Elle mène par conséquent à la conclusion de la relation de propriété et de pouvoir et à l'auto-organisation de la classe ouvrière.

Mais nous pouvons certainement encore améliorer notre méthode pour lier les revendications matérielles à la question du pouvoir ouvrier. Ceci vaut certainement pour la question importante du contrôle ouvrier.

Par exemple, la revendication d'une réduction du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatoire pose la question de qui décide de ces embauches compensatoires et donc de comment une stimulation du rythme de travail peut être empêchée. Par conséquent, nous pouvons mettre en avant la mise sur pied de comités de contrôle élus par le personnel et qui a un droit de veto y compris vis-à-vis des clauses du contrat de travail.

Un autre exemple est la lutte dans les entreprises, comme à Berlin, en 2006, à Bosch-Siemens-Hausgerätewerk (BSH). Lors de cette lutte, nous avons proposé l'occupation de l'entreprise. Dans des luttes similaires, il peut être sensé de propager l'idée d'une continuation de la production sous la gestion autonome du personnel. Mais cela doit alors également être lié à la revendication de la nationalisation de l'entreprise et de la nécessité d'une économie planifiée, afin de contrer les illusions dans des solutions coopératives au sein du capitalisme.

Nationalisation sous contrôle et gestion ouvriers

Dans le cadre de la nouvelle situation mondiale, la question se pose aussi de savoir comment présenter nos revendications concernant la nationalisation des besoins de production et en faveur du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière. Avant que nous ne parlions de la présentation de notre programme, il est nécessaire de s'assurer que le contenu de notre programme est clair. Aujourd'hui il y a parmi la Gauche beaucoup de discussions et de confusion quant à cette revendication. Certains, sur base d'une opposition abstraite contre le "public/étatique" de façon générale, sont contre les nationalisations. Ces personnes parlent plutôt de socialisation, de coopération, ou de prise en charge par la collectivité. Certains donnent l'impression qu'ils ne veulent poser la question de la propriété des moyens de production qu'après la victoire sur le capitalisme, d'autres parlent de formes de propriété mixtes.

Les marxistes sont en faveur de la nationalisation des moyens de production, y compris ici et maintenant, à l'intérieur du cadre de la société capitaliste encore existante, donc, et aussi après une révolution socialiste victorieuse, dans le cadre de

l'Etat ouvrier alors en construction. Seul un Etat - au moins aussi longtemps que les structures d'Etat ne sont pas encore détruites - est capable de prendre en compte les intérêts de l'ensemble de la collectivité dans l'économie, d'organiser l'équilibre financier entre différentes branches de l'économie, de planifier les investissements de manière sensée, de désactiver les lois du marché et de s'occuper de la répartition des biens de consommation qui ont été produits. L'ancienne Poste publique était (avec ses limites) un exemple des possibilités d'un Etat. Les parties non rentables de la Poste étaient financées avec les moyens des parties plus rentables, afin de maintenir un service abordable pour les masses.

Le terme "nationalisation" entraîne des connotations négatives chez une grosse partie de la classe ouvrière au souvenir de la nationalisation stalino-bureaucratique, comme en Allemagne de l'Est, ou des nationalisations bureaucratiques capitalistes, et donc orientées vers le profit, que l'on a vues en Occident. Nous ne pouvons pas faire comme si cela n'existait pas, nous pouvons seulement tenter de trouver une manière de souligner le contenu de notre revendication et de le placer au coeur du débat. Cela, nous l'avons fait dans le passé en recourant à d'autres notions dans le but de pouvoir entrer en dialogue avec la classe ouvrière: passage sous propriété publique et entre les mains de la collectivité. Nous avons encore utilisé des slogans tels que "Opel au mains des travailleurs".

Il est absolument nécessaire d'être flexible dans de tels débats, mais nous ne devons jamais mettre de côté notre contenu. La notion de "propriété collective" peut aussi vouloir dire propriété sous forme de coopérative. L'expropriation signifie seulement que l'on veut dépouiller le propriétaire actuel de sa propriété, mais ne dit encore rien à propos de la nouvelle forme de propriété. La notion de "socialisation", en revanche, est avant tout une forme théorique et erronée en tant que revendication transitoire, parce qu'elle peut conférer l'impression qu'il est possible dans la situation actuelle d'avoir une société qui ne fonctionnerait pas sur base d'un Etat. Nous préférons ne pas utiliser ces termes car ils ne sont pas clairs. Ceci ne signifie toutefois pas que nous devons argumenter contre l'usage de ces notions au cas où elles seraient utilisées lors d'assemblées de travailleurs. Mais nous devons chercher une manière de donner un contenu marxiste correct à ces concepts.

Limitations par le capitalisme et le stalinisme

Il est important de faire une distinction claire entre notre revendication de nationalisation et sa version stalinienne, de même qu'avec les formes de plus en plus nombreuses de nationalisations capitalistes. C'est pourquoi y ajouter la question du contrôle démocratique par les travailleurs et de la gestion ouvrière est un argument clé. Cet argument doit lui aussi être employé de manière flexible dans différentes situations concrètes. Nos formulations sont aussi à regarder en fonction du lieu où nous allons les utiliser, auprès de travailleurs dont l'usine est menacée de fermeture ou dans un tract à un congrès de Die Linke pour commenter les propositions de programme, par exemple. Il peut être nécessaire d'employer des formulations plus courtes et plus pointues. Par exemple: "*Nationalisations dans l'intérêt des travailleurs*" ou "*Nationalisations, pas pour sauver leurs profits, mais pour sauver l'emploi*". Dans notre programme général, il peut être judicieux d'utiliser "*Nationalisations socialistes, pas capitalistes*". Cela n'est par contre certainement pas valable dans un discours agitational dans la porte du chantier naval de Rostock (en ancienne Allemagne

de l'Est). Cela peut bien clarifier un discours lors d'un congrès régional de Die Linke. En même temps, nous devons être clair sur le fait que nous ne sommes contre certaines nationalisations, comme le fait de nationaliser uniquement des secteurs économiques non-rentables.

Nous devons également concrétiser la question de l'indemnisation. Dans le passé, nous avons formulé cette revendication ainsi: "*indemnisation seulement sur base de besoins prouvés*". Cette formulation était plutôt rhétorique, parce que les capitalistes et les grands actionnaires n'étaient pas vraiment des miséreux. Vu le fait qu'il y a une plus grande part de travailleurs qui possèdent des actions, nous devons aujourd'hui revendiquer le fait que l'indemnisation soit prévue seulement pour les petits actionnaires jusqu'à un montant qui reste à fixer.

La revendication de la nationalisation sous contrôle et gestion ouvriers est une revendication transitoire. Ceci signifie que nous ne devons pas les placer uniquement dans le cadre d'un Etat ouvrier ou d'une société socialiste. Nous disons cela aussi pour la situation concrète où nous revendiquons, ici et maintenant, la nationalisation de certaines entreprises et secteurs. Avec la crise actuelle, on va voir apparaître des situations où la nationalisation d'une entreprise bien définie va devenir la revendication principale dans certaines luttes. En même temps, il n'est pas exclu que l'Etat capitaliste se voie poussé à nationaliser. Dans de tels cas, nous allons devoir répondre de manière concrète à la question de savoir comment nous envisageons le contrôle et la gestion par les travailleurs de cette entreprise une fois nationalisée.

Lorsque l'on parle de la revendication générale de la nationalisation des 150 plus grandes banques et entreprises, il est suffisant d'utiliser la formulation générale de contrôle et gestion ouvriers. Dans notre brochure "*Qui nous sommes et ce que nous voulons*", nous écrivons "*à travers des représentants élus du personnel et de la classe ouvrière*". La revendication de nationalisation renvoie directement à la nécessité de la transformation socialiste de la société, lance la question de la planification de l'économie, de la reconversion de l'économie dans certains secteurs, etc. Mais que disons-nous aux ouvriers d'Opel en lutte lorsque nous leur proposons de lutter pour la nationalisation de leur entreprise ici et maintenant - c'est à dire, sans que la révolution socialiste ne soit en vue ? Il y a des gens de gauche, comme Ernest Mandel, qui refusaient chaque participation à la gestion des entreprises nationalisées dans le cadre du capitalisme. Ils sortaient de là que cela ne pouvait mener chez les représentants des travailleurs dans les organes de gestion qu'à l'acceptation de la logique de profit et à former des gestions mixtes telles que nous les connaissons aujourd'hui en Europe. Mandel argumentait qu'on ne doit pas compter sur le contrôle ouvrier dans le cadre du capitalisme.

Nous disons qu'une opinion si négative des travailleurs est difficile à justifier dans une situation concrète dans la lutte pour la nationalisation ou dans le cas de la nationalisation. Une telle attitude ne fait justement que pousser les travailleurs dans les bras de modèles réformistes de gestion mixte.

Comme il est expliqué dans les textes de cette brochure, il n'existe pas de gigantesque fossé entre la question du contrôle ouvrier et celle de la gestion démocratiques par les travailleurs. La thèse valable et générale selon laquelle le contrôle ouvrier est une phase de la lutte de classe dans le cadre du capitalisme tandis que la gestion ouvrière n'est possible qu'après la prise de pouvoir par la classe ouvrière ne peut pas être appliquée de façon mécanique. Comme cela s'est vu dans le passé, on peut voir apparaître des situations où, dans les entreprises

nationalisées, la lutte est menée pour la gestion ouvrière, et même parfois avec succès.

Cette question se pose sans aucun doute ainsi dans certaines entreprises nationalisées au Vénézuéla, et s'est posée dans le passé au Royaume-Uni après la Deuxième Guerre mondiale, de même que dans le Mexique des années '30. C'est sur cette question que se penchent les textes de cette brochure. Dans de pareilles situations, les révolutionnaires ne peuvent pas lancer la nécessité de la mise sur pied de conseils ouvriers en tant qu'organes de pouvoir ouvrier et de gestion lorsque la phase de la lutte de classe n'y répond pas. Trotsky a, sur base des expériences mexicaines, attiré l'attention que la tâche des organisations révolutionnaires consistait alors à utiliser leurs positions au sein des conseils de gestion en tant que plateforme de propagande révolutionnaire, et à refuser chaque forme de collaboration de classe. Cette approche clarifie que cette question est étroitement liée à la lutte pour l'indépendance et la démocratisation des organisations ouvrières et à la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire.

Enfin, aujourd'hui, la lutte pour le contrôle ouvrier est indissociable du contrôle de ses propres organisations et de sa propre lutte. C'est un slogan crucial dans notre politique. Nous partons de la lutte pour la démocratisation des syndicats, continuons vers la construction de comités de grève et d'occupation, et amenons ensuite la question du contrôle ouvrier de la production dans les entreprises éventuellement occupées.

Triple parité

Sur base de ces réflexions, nous avons dans le passé basé la revendication pour la gestion des entreprises nationalisées selon la formule: un tiers de représentants du personnel, un tiers de représentants du mouvement syndical au sens large, et un tiers de représentants du gouvernement. Cette formule garantit qu'il y ait une majorité de travailleurs présente dans les organes de gestion et qu'en même temps, à travers les représentants du mouvement syndical au sens large, les intérêts des employés dans le secteur entier et même de l'ensemble de la classe ouvrière soient représentés. Via les représentants de l'Etat, c'est ensuite l'ensemble de la société qui est représentée.

Nous n'avons plus utilisé cette formule dans les années '90 car la question de la nationalisation ne s'y posait presque jamais de manière concrète, et par conséquent cette revendication est devenue purement propagandiste. Maintenant, suite au virage à droite des directions syndicales, le doute existe de savoir si avec un tel modèle on aurait encore une majorité qui défendrait effectivement les intérêts de la classe ouvrière. Vis-à-vis de la représentation de l'Etat, il était auparavant plus facile de donner l'image que les intérêts des travailleurs pourraient également être défendus avec un gouvernement, lorsque la social-démocratie était encore un parti des travailleurs, même avec une direction bourgeoise. Nous devons tenir compte de ces limites lorsque nous rédigeons aujourd'hui des revendications concrètes concernant la gestion des entreprises nationalisées, mais les points de départ restent les mêmes. Ainsi, la réponse concrète peut varier d'une entreprise à l'autre: une usine de vélos n'est pas la banque KBC, et une brasserie n'est pas Opel.

En principe, nous devons retenir la proposition d'une gestion paritaire, à laquelle participeraient les travailleurs de l'entreprise, le secteur, le gouvernement, mais aussi des représentants d'autres groupes de la population concernée. Le

fait que des représentants ouvriers constituent une majorité demeure central. On peut résoudre le problème de la méfiance légitime envers les représentants syndicaux imposés d'en haut.

Nous devons revendiquer de manière explicite que les représentants syndicaux soient élus de manière démocratique par en-bas, avec des représentants du personnel, eux aussi démocratiquement élus. Cela signifie que la question de la démocratie et de la combativité des syndicats est posée. Formellement, de telles élections peuvent prendre place lors d'assemblées spéciales de délégués. Les délégués auprès de tels congrès doivent être élus lors de réunions générales de l'entreprise, être révocables à tout moment et continuer à recevoir uniquement leur salaire habituel.

Les représentants du gouvernement doivent eux aussi être représentés parce que l'Etat, en tant que propriétaire, doit respecter ses engagements. Il faut que de l'argent soit disponible, l'acquisition des biens produits doit être garantie et une répartition des moyens judicieuse pour la société doit être organisée. Parmi les masses de la population, il ne serait pas accepté – sauf lors de périodes révolutionnaires – que le gouvernement élu n'aurait aucune participation dans les entreprises d'Etat.

Nous adhérons volontiers à la critique à laquelle il faut s'attendre de la part des ultra-gauche, que nous défendons sur cette base l'idée des nationalisations dans le cadre du capitalisme: nous ne postposons effectivement pas la lutte pour le maintien de l'emploi et des entreprises pour après la révolution socialiste. En même temps, nous devons expliquer que la transformation socialiste de la société ne se produira pas par une extension systématique de l'industrie nationalisée. Nous sommes cependant partisans des nationalisations dans le cadre du capitalisme et proposons une forme pour celles-ci qui en même temps rompe avec le cadre capitaliste. C'est la méthode dynamique du programme de transition.

Cette revendication est utilisée en dialogue avec les travailleurs qui luttent pour cela, en tant que point de départ pour une discussion sur la nécessité d'un autre gouvernement et d'un autre Etat.

Ainsi, nous approchons la question de la triple parité de manière flexible et n'en faisons aucun fétiche. Dans les sociétés de logement ce sont les locataires qui doivent être représentés, dans l'industrie chimique et automobile il est sensé d'impliquer des associations environnementales, et dans les brasseries et la grande distribution, des représentants des petits-commerçants peuvent être présents.

Cette collection de textes doit pour cela faire en sorte qu'une discussion sur notre méthode ait lieu dans notre organisation, et que nous soyons en état, en tant que socialistes révolutionnaires, d'appliquer cette méthode de manière autonome lors des mouvements de lutte à venir. Des contributions à cette discussion sont expressément encouragées.



2. LE CONTRÔLE OUVRIER ET LA GESTION OUVRIÈRE

(Les textes ci-dessous ont été écrits en 1995 pour le bulletin intérieur du Militant Labour, dont le nom est aujourd'hui le Socialist Party, parti-frère du PSL en Angleterre et au Pays de Galles)

-

1. Certaines questions sur le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière - une contribution de Matt Wrack

Je désire clarifier certaines questions concernant notre position sur les questions de la nationalisation, du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière.

Trotsky a discuté de la question du contrôle ouvrier lorsqu'il écrivait en particulier au sujet de la situation en Allemagne des années 30-32, et plus tard au Mexique.

Les citations ci-dessous sont tirées des articles suivants :

«*Au sujet du contrôle ouvrier sur la production*» - 20 août 1931

«*La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne – Problèmes vitaux du prolétariat allemand*» - 27 janvier 1932

Ces deux articles étant inclus dans le livre «*Comment vaincre le fascisme?*»

«*Au sujet du deuxième plan hexennal mexicain*» - 14 mars 1939

«*Industrie nationalisée et gestion ouvrière*» - 12 mai 1939

Ces deux articles étant inclus dans «*Oeuvres 1938-39*»

-

«*Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*» - août 1940

Cela fait longtemps que nous revendiquons la nationalisation des plus grandes entreprises sous «*le contrôle et la gestion ouvriers*». Plus récemment, notre journal incluait un dossier central sur la nationalisation sous «*le contrôle et la gestion par les travailleurs*».

Je suis toutefois persuadé qu'il existe un danger si nous utilisons ce slogan d'une manière formaliste et réformiste. Nous devons clairement savoir de quoi nous parlons lorsque nous parlons du contrôle ouvrier.

Pour Trotsky, le contrôle ouvrier et la gestion ouvrières étaient deux phases distinctes de la lutte de classe. Il s'est opposé de manière spécifique à la confusion entre les deux termes - un piège dans lequel il me semble que tombe notre formulation.

«*Mais pourquoi appeler la gestion, contrôle ? Dans un langage compréhensible par tous, on entend par contrôle, la surveillance et la vérification par un organisme du travail d'un autre organisme. Le contrôle peut être très actif [...]. Mais c'est toujours un contrôle.* » (La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne)

Trotsky parlait du contrôle ouvrier en tant qu'étape de la lutte sous un régime capitaliste, où les bourgeois sont toujours aux commandes de l'État et de leur propre industrie. Le contrôle ouvrier signifie exactement ce qu'il veut dire. Les travailleurs exercent un contrôle sur certains aspects de la production, exigent l'abolition du secret d'affaires, appellent au contrôle sur l'inflation. Malgré ceci, la propriété de l'industrie demeure

entre les mains des capitalistes.

«*Le contrôle ouvrier signifie une sorte de dualité du pouvoir à l'usine, dans les banques, dans les maisons de commerce, etc...*» (Au sujet du contrôle ouvrier sur la production). En d'autres termes, le contrôle ouvrier est caractéristique d'une période où la classe ouvrière n'a pas encore pris le pouvoir.

Le contrôle ouvrier est clairement perçu par Trotsky comme une période de préparation à la gestion ouvrière. La gestion ouvrière signifie que c'est la classe ouvrière qui est aux commandes de l'industrie. Mais sans un plan général, c-à-d sans une révolution socialiste, la gestion ouvrière est impossible. La gestion ouvrière n'est possible qu'à la suite d'une révolution socialiste et du développement d'un plan général de production. En utilisant sans cesse les deux termes l'un avec l'autre, nous courons le risque de confondre différentes phases du processus révolutionnaire.

Les industries nationalisées

En ce qui concerne l'industrie nationalisée, nous avons parfois présenté notre programme d'une manière quelque peu différente, et appelé à la «gestion ouvrière» des industries nationalisées. Nous revendiquons souvent le fait que ces entreprises soient dirigées par des comités élus pour un tiers par le personnel de l'entreprise, pour un tiers par d'autres syndicats ou la fédération syndicale, et pour un tiers par un gouvernement ouvrier socialiste.

Encore une fois, il me semble que nous tombons dans le piège qui consiste à présenter une revendication formaliste qui ignore la réalité de la lutte de classe.

La première chose dont nous devons nous rappeler, bien entendu, est que la nationalisation de l'industrie par un gouvernement capitaliste n'est pas une mesure socialiste, et ne fait pas partie d'un processus graduel de socialisation. Des nationalisations ont été réalisées pour toutes sortes de raisons spécifiques, mais ont en général pour objectif de protéger l'économie nationale (capitaliste) dans son ensemble, et par conséquent de protéger l'État national (capitaliste). En d'autres termes, de telles mesures ne sont pas socialistes, mais capitalistes.

«*Ce serait véritablement une erreur désastreuse, une véritable supercherie, d'affirmer que la route vers le socialisme passe, non pas par la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation par l'État bourgeois de divers secteurs de l'industrie et leur transfert entre les mains d'organisations ouvrières*» (Industrie nationalisée et gestion ouvrière).

Au Mexique, le régime bourgeois avait nationalisé les chemins de fer et les champs pétroliers, et offrait aux syndicats un rôle dans la gestion de ces industries. Trotsky trouvait que les organisations ouvrières devaient participer à de tels projets. Mais il ne s'est pas arrêté là. Pour Trotsky, les événements pouvaient se développer de deux manières. Les représentants ouvriers pouvaient utiliser de telles opportunités afin de montrer la nécessité d'une révolution socialiste et d'une planification socialiste de l'ensemble de l'économie. La mise en pratique d'une telle stratégie requérait la construction d'un parti révolutionnaire.

D'un autre côté, la participation des travailleurs à la gestion des industries nationalisées pouvait être utilisée comme un piège par la bourgeoisie, «*afin de contenir les travailleurs,*

de les exploiter cruellement et de paralyser leur résistance» (Industrie nationalisée et gestion ouvrière). Le facteur qui déciderait de la manière dont les événements se dérouleraient était la lutte au sein des organisations ouvrières, entre révolutionnaires et réformistes.

Il y a beaucoup de différences entre le Mexique de 1939 et le Royaume-Uni d'aujourd'hui. Toutefois, comme au Mexique de 1939, nous avons une direction syndicale corrompue et qui a démontré, encore et encore, son incapacité à mener la moindre lutte. L'implication des dirigeants ouvriers dans la gestion des industries nationalisées, ou même la «gestion ouvrière» complète (si une telle chose était possible dans le cadre du capitalisme) ne ferait pas, en soi, avancer la lutte.

«Pour être durable, résistante, « normale », la participation des ouvriers à la direction de la production devrait être basée sur la collaboration de classe et non sur la lutte de classes. Mais une telle collaboration de classe n'est possible qu'entre les sommets des syndicats et les organisations capitalistes. De telles expériences furent nombreuses [...]. Mais dans tous ces cas il s'agit non pas du contrôle ouvrier sur le capital, mais de la domestication de la bureaucratie ouvrière par le capital» (Au sujet du contrôle ouvrier sur la production).

Contrôle ouvrier et démocratie ouvrière

Donc, le fait d'amener la revendication du contrôle ouvrier de manière isolée du reste de notre programme ne fait pas forcément progresser la lutte de la classe. La revendication pour le contrôle ouvrier de l'industrie doit être liée à la lutte pour le contrôle ouvrier de leurs propres organisations, c-à-d pour la démocratie ouvrière au sein du mouvement ouvrier. Sans cette condition cruciale, il y a toujours la possibilité que le «contrôle ouvrier», ou la «gestion ouvrière» constituent en réalité des armes contre la classe ouvrière.

A nouveau, Trotsky a clairement énoncé les faits. *«La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme.*

C'est une mesure de capitalisme d'Etat [...]. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. [...] Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.» (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste).

Il est évident que nous devons soutenir les éléments de contrôle ouvrier qui existent dans l'industrie capitaliste et, à certains moments de la lutte, amener la revendication de l'extension de ce contrôle ouvrier. La possibilité d'introduire la «gestion ouvrière» dans les industries nationalisées au sein de l'économie capitaliste est sujette à débat. En réalité, il est probable que de telles mesures seraient assez similaires à la lutte pour le contrôle ouvrier dans l'industrie privée.

Le programme d'un gouvernement socialiste de lutte inclurait la nationalisation par l'expropriation des capitalistes. Dans les premiers stades d'un tel régime, on pourrait toujours voir l'introduction du contrôle ouvrier – mais cela se ferait à l'encontre de l'industrie capitaliste qui subsisterait (souvenons-nous que les Bolchéviks n'ont commencé la plupart des nationalisations majeures qu'un certain temps après la révolution d'octobre). A ce moment, le contrôle ouvrier serait très probablement dirigé contre le sabotage par les capitalistes. Le programme de nationalisation signifierait l'introduction de la gestion par les travailleurs, dans le cadre d'un plan de production démocratique.

Matt Wrack

2. Une réponse par Peter Taaffe

La contribution de Matt Wrack au sujet du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière est plus que bienvenue. La lettre de Matt nous donne l'occasion de clarifier, à partir d'un point de vue marxiste, les questions du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière, autour desquelles une énorme confusion est encore générée au sein du mouvement ouvrier.

Matt nous a expliqué que le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière sont deux phases distinctes dans la lutte de la classe ouvrière. Jusqu'à un certain point, cela est vrai, mais il n'y a pas non plus de barrière rigide qui sépare ces deux étapes. Qui plus est, la gestion ouvrière et le contrôle ouvrier peuvent être combinés à la fois dans les industries nationalisées et dans l'économie planifiée, comme nous allons l'expliquer plus loin.

Comme Trotsky l'a souligné, en général, le contrôle ouvrier est une étape dans la lutte contre le régime capitaliste, tandis que la gestion ouvrière ne vient qu'après la révolution socialiste.

Toutefois, si cette théorie est interprétée d'une manière trop unilatérale, il est impossible de décrire les actions des Bolchéviks dans la période qui a immédiatement suivi leur prise du pouvoir. Avec la révolution d'octobre 1917, la bourgeoisie a été expropriée politiquement, leur Etat renversé, et un Etat ouvrier démocratique a été mis sur pied.

Cependant, dans la première période qui a suivi la révolution, et qui a duré approximativement neuf mois, les Bolchéviks se sont restreints à la nationalisation des banques, et ont laissé la propriété officielle des usines entre les mains des capitalistes. Dans les faits, le régime dans les usines était un régime de contrôle ouvrier, les travailleurs gagnant de plus en plus d'expérience de gestion pour la future phase de gestion ouvrière au sens réel du terme.

Les Bolchéviks ont été forcés de mettre l'industrie sous



contrôle de l'Etat à cause du sabotage de la bourgeoisie mais surtout à cause de l'intervention impérialiste, de la guerre civile, etc. Dans un certain sens, cette mesure était «prématurée» (les Bolchéviks auraient préféré une plus longue période de contrôle ouvrier pour que la classe ouvrière gagne l'expérience nécessaire de direction, gestion et contrôle de l'industrie). Néanmoins, le contexte leur a imposé la nécessité de passer de la phase de contrôle ouvrier à celle de gestion ouvrière sous contrôle ouvrier.

Ceci soulève une autre question, implicitement mentionnée dans la lettre de Matt, bien qu'il n'ait pas développé ce point d'une manière plus claire - le fait que nous devrions soutenir le contrôle ouvrier dans certaines circonstances, ou la gestion ouvrière sur base d'une économie planifiée, mais que nous ne devrions pas mélanger ces deux concepts «distincts». C'est là une manière unilatérale, erronée même, de présenter le problème.

Sur base d'une économie socialiste planifiée, nous aurions la gestion ouvrière (dont la forme exacte sera déterminée par la classe ouvrière lorsqu'elle aura pris le pouvoir, mais dont nous pouvons déjà esquisser les grandes lignes) et le contrôle ouvrier.

La gestion ouvrière impliquerait la gestion de l'industrie dans son ensemble, des secteurs individuels de l'industrie, et même de chaque usine prise séparément, par l'implication de l'ensemble de la classe ouvrière à travers leurs organisations.

En même temps, dans chaque usine et dans chaque secteur d'industrie, le système de contrôle ouvrier existerait lui aussi. Les travailleurs, via leurs comités de délégués, leurs organisations syndicales, ou leurs comités d'usine exerceraient un « contrôle » sur leur « propre direction ». Par exemple, les mineurs, voire les pompiers, etc. organiseraient des conférences locales, régionales, et nationales pour y débattre, par exemple, de «leur part» et de leurs droits au moment de la conception du plan de production national. Ils se rencontreraient aussi probablement afin de discuter de leurs droits et de leurs conditions de travail dans les usines et dans leur secteur industriel dans son ensemble. C'est ce qu'on appellerait le contrôle ouvrier.

Toutefois, la gestion des entreprises individuelles et de l'industrie dans son ensemble serait confiée à des organes qui représenteraient l'ensemble de la classe ouvrière via ses organisations. Demander qu'un groupe particulier de travailleurs ait le droit de gérer «son» industrie, c'est de l'anarcho-syndicalisme. D'un autre côté, le seul fait d'avoir des organes de gestion sans l'élément de contrôle ouvrier dans l'usine et dans le secteur industriel dans son ensemble, ouvrirait le danger de la dégénérescence bureaucratique, même au sein d'un Etat ouvrier sain.

Lénine avait souligné le fait que la classe ouvrière doit exercer le contrôle sur son «propre Etat», et c'est une des raisons pour lesquelles les syndicats doivent rester indépendants de l'Etat.

Ceux-ci devraient à la fois combattre la tendance à la bureaucratisation via le contrôle ouvrier, et en même temps fournir le personnel pour la gestion ouvrière. Ce n'est qu'en abordant cette question de manière multilatérale, c'est-à-dire, dialectique, qu'il est possible de pleinement appréhender ce qu'impliquent les idées de contrôle et de gestion ouvriers.

En même temps, nous commettrions une erreur fatale, à la fois sous le capitalisme et sous une économie socialiste planifiée, si nous ces voyions ces idées de manière statique et non dynamique. Elles doivent être liées à l'avancement de la lutte de classe.

Un danger est exprimé par Matt dans sa lettre, lorsqu'il parle de l'expérience des nationalisations mises en oeuvre au Mexique dans les années '30.

Tout d'abord, sur la question de la nationalisation. Matt n'exprime pas de manière absolument claire que nous sommes en faveur de toute nationalisation, même d'une nationalisation partielle, et en particulier aujourd'hui, lorsqu'on parle de renationalisation, par exemple, des services publics qui ont été privatisés sous les Tories. En n'affirmant pas cela clairement, il est possible d'interpréter ses remarques comme étant neutres, voire opposées à des mesures de nationalisation partielles. S'il est en faveur des nationalisations, ce dont nous sommes sûrs et certains, quelle forme devrait prendre la direction de ces entreprises étatiques?

En parlant de ça, il ne suffit pas de simplement dire que les nationalisations sont une expression du «capitalisme d'Etat». Elles sont aussi, comme tous les grands maîtres marxistes l'ont souligné, une expression de la faillite du capitalisme, de l'impossibilité de poursuivre le développement de secteurs industriels vitaux sur base de la propriété privée.

Engels, parlant de la tendance à la nationalisation, l'a même qualifiée d'expression de "*révolution socialiste envahissante*" («invading socialist revolution» traduction libre de l'anglais vers le français, NDT). Bien entendu, il n'identifiait pas au «socialisme» la nationalisation par l'Etat bourgeois. Mais elle est une expression de l'affaiblissement de la classe dominante, une abrogation partielle du capitalisme lui-même. Par conséquent, nous donnons un soutien critique aux mesures de ce type, tout en luttant pour une forme de gestion de ces industries qui soit en faveur de la classe ouvrière. C'est là l'approche que Trotsky a adoptée quant aux nationalisations dans le pétrole au Mexique mises en oeuvre par le gouvernement Cardenas en 1938.

Notre slogan pour les organes de gestion, d'un tiers des représentants en provenance des syndicats du secteur, un tiers de l'ensemble du mouvement syndical, et un tiers en provenance de l'ensemble de la classe ouvrière, a puisé son inspiration dans l'idée que Trotsky a mise en avant pour la première fois en 1938. Trotsky a abordé ce problème de manière générale, et nous avons donné un exemple concret de la manière dont les organes de gestion pourraient être composés sur base d'une division de plus ou moins un tiers, un tiers, un tiers, etc.

Comme Matt l'a souligné, Trotsky était bien conscient du danger de collaboration de classe si les syndicats étaient impliqués dans la gestion d'un secteur économique nationalisé en particulier. Toutefois, il ne laisse aucune ambiguïté sur le fait que sa perception de la gestion et du contrôle ouvrier sur l'industrie est dynamique. La tâche des représentants ouvriers ne devrait pas être de collaborer avec la gestion procapitaliste de cette industrie, mais d'utiliser leur position afin d'exiger l'ouverture des livres de compte, pour expliquer en des termes simples au travailleur lambda comment l'industrie devrait être gérée. Ils devraient utiliser leur position en tant que plateforme afin de montrer à quel point l'industrie pétrolière était entravée dans son développement par sa dépendance sur des investisseurs privés qui réclameraient des sommes exorbitantes pour les marchandises fournies à l'industrie. De cette manière, la gestion ouvrière serait utilisée d'une façon très dynamique, révolutionnaire, en tant que plateforme, ou tremplin, à partir de laquelle on pourrait amener la revendication de la nationalisation du reste de l'industrie.

Nous avons approché de manière similaire la question de la gestion ouvrière des industries nationalisées au Royaume-Uni.

Nous n'avons pas simplement revendiqué un tiers, un tiers, un tiers, mais avons aussi souligné (dans l'article ci-dessous qui aborde cette question d'un point de vue historique) le fait que les représentants ouvriers doivent utiliser leur position afin de revendiquer la nationalisation de l'ensemble des industries auxiliaires et des gros monopoles.

Si on prend par exemple la Poste, avant que des pans entiers n'en aient été privatisés, si une gestion ouvrière avait été concédée (un acquis qui n'aurait pu être obtenu qu'après une période de radicalisation énorme, avec peut-être un gouvernement socialiste poussé à gauche), comment les représentants ouvriers amèneraient-ils la question de la gestion de la Poste?

Nous nous opposerions à toute collaboration de classe, à toute soi-disant «participation du personnel», et demanderions que les représentants montrent à quel point la Poste était tenue en otage par les fournisseurs de l'industrie, en particulier par la section Telecom hautement rentable, que quatre compagnies majeures, dont Plessey, étouffent de leur mainmise.

Matt dit que «*La possibilité d'introduire la «gestion ouvrière» dans les industries nationalisées au sein de l'économie capitaliste est sujette à débat*». Il dit aussi que «*le fait d'amener la revendication du contrôle ouvrier de manière isolée du reste de notre programme ne fait pas forcément progresser la lutte de la classe*». Mais, je pense que ce qui manque ici est une approche transitoire, qui est plus nécessaire à l'heure actuelle que dans le passé.

A cause de l'offensive idéologique contre les idées du socialisme qui a suivi la chute du stalinisme, il est nécessaire, mais néanmoins un peu plus difficile, de défendre l'idée de la nationalisation que cela ne l'était dans le passé. Nous devons bien entendu continuer à défendre cette idée, en cherchant en permanence à trouver de nouvelles manières de soulever la question, mais en exprimant la même idée. Néanmoins, nous devons démarrer à partir du niveau actuel des travailleurs de conscience et de préparation à la lutte pour des questions partielles et spécifiques, en liant toujours celle-ci à la nécessité d'une solution socialiste générale. Nous ne devons pas aborder la question du contrôle ouvrier de manière isolée par rapport au reste de notre programme. Mais nous ne pouvons pas avancer l'ensemble de notre programme lorsque avançons l'idée du contrôle ouvrier.

La discussion autour de cette idée peut mener à l'idée de gestion ouvrière et à la nécessité de la propriété collective d'une industrie particulière, ou de l'industrie dans son ensemble. Matt pose la question de savoir si la «gestion ouvrière» serait possible au sein d'une économie capitaliste. Mais nous pensons que ce n'est pas là la bonne manière de poser cette question.

Tout d'abord, il est nécessaire de donner des réponses aux travailleurs quant à la forme administrative que nous préférons aujourd'hui pour l'industrie nationalisée. Nous ne pouvons pas postposer cela à la période qui suit la révolution socialiste. Dans les faits, Matt propose que nous nous restreignons à l'idée du contrôle ouvrier. Mais cela serait une approche purement négative, limitant les travailleurs au contrôle de la puissance des patrons des industries nationalisées.

En essence, c'était là l'approche de Scargill (1) envers le Conseil National pour le Charbon.

Toutefois, les travailleurs, y compris les mineurs, cherchent inévitablement plus que des moyens démocratiques pour gérer leurs industries, surtout lorsque celle-ci se trouve entre les mains de l'Etat capitaliste.

Le fait que nous nous abstenions du débat sur les formes

d'administration et de gestion pourrait jouer en faveur des réformistes, qui mettraient en avant les idées de participation ouvrière, ce qui, en l'absence d'une alternative, pourrait trouver un soutien chez les travailleurs. Que la gestion ouvrière puisse être introduite ou pas au sein de l'économie capitaliste n'est pas une question qui peut être tranchée a priori.

La «faisabilité» ou pas des revendications transitoires dépend de la lutte de classe. Dans certaines circonstances, les revendications transitoires peuvent être mises en oeuvre même avant la révolution, comme l'a montré le gain de la journée de huit heures en Allemagne en 1918, en Espagne en 1936 et dans bon nombre d'autres situations, où un double pouvoir, ou du moins certains éléments de double pouvoir, existaient en tant que phase précédant la transformation socialiste de la société. La conclusion que nous devrions tirer en conséquence, est que la revendication du contrôle ouvrier, et de la gestion ouvrière dans le cadre de nationalisations partielles, est correcte mais bien entendu à la condition, comme Matt l'a indiqué, que cette revendication soit liée à l'idée du contrôle des travailleurs sur leurs propres organisations.

Nous devons la placer à côté de la revendication de l'élection des cadres syndicaux, d'un salaire ouvrier pour un cadre ouvrier, etc.

Nous sommes entièrement d'accord avec Matt, sur le fait que «*Sans cette condition cruciale, il y a toujours la possibilité que le « contrôle ouvrier », ou la « gestion ouvrière » constituent en réalité des armes contre la classe ouvrière*». Cependant, nous ne nous contentons pas de la revendication du contrôle et de la gestion ouvriers, mais nous la lions à la démocratisation des organisations des travailleurs et au contrôle strict des représentants ouvriers siégeant à quelque organe de gestion qui soit mis en place. Nous croyons que ceci suffit à répondre à toutes les questions les plus pressantes quant à la question générale du contrôle et de la gestion ouvriers, mais nous espérons que la lettre de Matt et que notre réponse stimulera une discussion, en particulier parmi les travailleurs industriels, et que par conséquent les camarades n'hésiteront pas à contribuer à ce sujet dans les futures issues de ce bulletin.

Note:

(1) Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs anglais de 1981 à 2000, qui a rompu avec le New Labour à la suite du retrait de la fameuse Clause IV sur les nationalisations, pour fonder le Socialist Labour Party, qu'il dirige toujours à présent.



3. Historique de la nationalisation et de la gestion ouvrière au Royaume-Uni, par Bill Mullins

Le gouvernement travailliste de la période d'après-guerre, établi en 1945, a organisé la nationalisation de nombreux secteurs-clés de l'économie, tels que le charbon, l'acier, les chemins de fer, etc. à la fin des années '40 et au début des années '50. Ces mesures ont été mises en oeuvre à cause du manque de volonté de la part du capitalisme de réaliser les investissements nécessaires afin de reconstruire et rénover ces secteurs.

Les anciens propriétaires capitalistes de ces secteurs les avaient négligés, au point qu'ils n'étaient plus capables de soutenir les nouvelles industries qui se développaient avant et après la guerre: voitures automobiles, avions, ingénierie électrique, nécessitaient une infrastructure efficace qui leur permettrait de travailler correctement. Il fallait garantir l'approvisionnement en acier, en charbon, et l'accès au transport.

Mais c'étaient ces secteurs-clés de l'industrie qui étaient les plus négligés. Par conséquent, lorsque le gouvernement travailliste a promis de mettre en vigueur des mesures de nationalisation, ces mesures ont été non seulement acclamées par la classe ouvrière, mais aussi acceptées bon gré mal gré par les capitalistes dans leur ensemble.

Il existait une limite qui ne pouvait être franchie par le capitalisme: bien que la nationalisation du charbon, des chemins de fer et, dans une certaine mesure, du transport routier, étaient acceptées, la proposition de nationaliser la production d'acier et de sucre suscita un véritable tollé.

Cela, parce que certains éléments parmi la classe capitaliste pouvaient voir qu'un profit pouvait toujours être tiré de ces secteurs, mais également pour des raisons idéologiques. Les capitalistes comprenaient que la classe ouvrière demanderait au gouvernement Labour de nationaliser l'ensemble de l'industrie si elle comprenait que c'était là une manière de garantir l'emploi, et qu'il y avait en plus moyen d'obtenir pour les ouvriers leur mot à dire dans la gestion de l'industrie nationalisée.

A partir des années '50, la sidérurgie est passée par un processus de nationalisation et de dénationalisation, jusqu'à ce devenir totalement privatisée sous Thatcher dans les années '80. Mais à ce moment-là, bien entendu, l'attitude de la classe capitaliste dans son ensemble s'était grandement modifiée, et elle rejetait la majorité de sa doctrine économique d'après-guerre, pour la remplacer par la doctrine du laissez-faire d'un marché débridé.

Ces premières nationalisations ont été accueillies par la classe ouvrière, mais à partir des années '60, l'expérience des travailleurs dans ces industries mena à la revendication d'une participation du personnel dans la gestion. Les personnes chargées de leur gestion par le gouvernement travailliste étaient bien souvent les mêmes personnes qui avaient auparavant conduit ces industries à leur déclin. On leur avait donné le droit de garder leur position, tout en leur offrant un beau salaire, et ils se sont également vu octroyer de généreuses quantités d'argent en guise de compensation.

Les ex-dirigeants syndicaux siégeant dans la Chambre des Lords étaient également sensés apporter le «point de vue des ouvriers», mais ils étaient totalement en faveur du statu quo, et acceptaient joyeusement les conseils de leurs «supérieurs».

Les industries nationalisées ont été utilisées en tant que vaches à lait pour soutenir et subsidier les fournisseurs privés. Le beau-

fil de Lord Robbins (qui fait partie du Conseil National pour le Charbon) possédait une société qui fabriquait, entre autres, des machines à nettoyer les minerais. Les membres du Conseil pour le Charbon recevaient une livre pour chaque machine achetée.

Les industries nationalisées étaient remplies de tels scandales.

En réponse à cela, mais aussi à cause de la tentative consciente par les patrons de faire accepter aux syndicats des baisses de salaire dans les secteurs nationalisés au fur et à mesure que des alternatives voyaient le jour (comme le pétrole et le nucléaire face au charbon, ou comme le développement des autoroutes et du parc automobile face aux chemins de fer), le gouvernement travailliste des années '60 a décidé d'associer les travailleurs aux conseils de gestion de certaines des industries nationalisées, telles que British Steel ou la Poste, et les a nommés «directeurs ouvriers».

Cette appellation était loin de la réalité. Ces directeurs ouvriers, à qui l'on octroyait d'énormes salaires, et qui étaient cooptés plutôt qu'élus, ont été vite discrédités. L'un d'entre eux, a déclaré cette phrase célèbre: «*La dernière chose que nous voulons au conseil est un délégué syndical revendicatif*».

Il était évident que le fait d'impliquer des «représentants ouvriers» dans ces conseils n'était pas de la gestion ouvrière, mais un piège pour faire accepter aux syndicats la responsabilité des réductions de salaires. Les «représentants ouvriers» jouaient le rôle de policiers qui devaient contenir les travailleurs au cas où une opposition s'élèverait face aux projets de la direction.

L'expérience des travailleurs dans les industries nationalisées leur montrait de plus en plus qu'ils étaient traités de la même manière que les travailleurs du privé, mais avec en plus l'ajout d'une plus grande complicité entre syndicats et patrons que dans le privé.

Au contraire, le contrôle ouvrier est une situation où les travailleurs, via leurs propres organisations, ont dans leur entreprise un certain contrôle sur le «droit de diriger de la direction». Par exemple, dans le passé, dans le secteur de l'impression, les syndicats contrôlaient plus ou moins le droit de licencier et d'engager. Lorsque des places étaient vacantes, la direction devait aller trouver le syndicat pour qu'il choisisse parmi sa propre liste de demandeurs d'emploi une personne qui pourrait convenir au poste. Par conséquent, lorsque par exemple un militant syndical se retrouvait au chômage, et que c'était à son tour d'être embauché sur la liste conservée dans le bureau de la délégation syndicale, le patron n'avait rien à dire contre ça.

D'autres exemples de contrôle ouvrier du passé peuvent être trouvés dans l'industrie automobile, où il existait un mouvement de délégués très bien organisé, qui faisait en sorte qu'une bataille permanente se déroulait sur le lieu de travail entre la direction et les travailleurs, autour de la question des cadences et de la charge horaire. L'industrie avait atteint un niveau de contrôle ouvrier au point que ce n'était pas juste une question de prendre le contrôle à la direction, mais aussi d'éviter l'interférence des bureaucrates syndicaux, dont le rôle normal aurait été de contenir les travailleurs.

Ces comités de délégués étaient en fait une tentative de la base d'effacer le clivage entre personnes qualifiées et non-qualifiées historiquement promu par le capitalisme et perpétué par la bureaucratie syndicale. Les syndicats étaient traditionnellement (c'est le cas dans toute l'industrie) organisés selon divers corps de métier, à l'exception des centrales générales comme le TGWU (Transport and General Workers' Union). Les

délégués en tant qu'individus représentaient différents groupes de travailleurs qualifiés, semi-qualifiés, etc. mais agissaient de concert via la structure du Comité des Délégués.

Au milieu des années '70, les délégués d'entreprises telles que Ford et British Leyland (maintenant Rover) ont formé des comités combinés interentreprises élus par les comités de délégués de chaque entreprise, et sans interférence de la bureaucratie syndicale. Ce n'est que bien plus tard que la bureaucratie, main dans la main avec le patronat, est parvenue à diminuer le pouvoir des Comités interentreprises.

Le niveau de contrôle ouvrier variait d'un secteur à l'autre, et variait aussi dans le temps. Les années '70 furent l'âge d'or du contrôle ouvrier dans l'industrie. Le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière faisaient l'objet de nombreux débats parmi les mouvements ouvrier et syndical.

Lorsque des coopératives ouvrières se sont formées après la faillite d'entreprises privées, suscitée par la vague de fermetures de la fin des années '70 et du début des années '80, ceci a été perçu par certains comme étant un développement du contrôle et de la gestion ouvriers dans l'industrie.

Un exemple de ces coopératives ouvrières était l'entreprise Meridian Motorcycles, près de Coventry. Malgré un bon début, elle a fini par faire faillite et a été rachetée par des investisseurs privés. Nous avons adopté une approche extrêmement sympathique vis-à-vis de ces travailleurs, tout en expliquant prudemment les obstacles qui se dressent face à quiconque désire créer un «*îlot de socialisme au milieu d'un océan de capitalisme*».

Nous avons amené la revendication de la nationalisation de ces entreprises par le gouvernement, et de l'ouverture des livres de compte pour les travailleurs, non seulement pour l'année où la compagnie fait faillite, mais aussi les années où tout va bien. Où étaient passés tous les profits? Pourquoi n'ont-ils pas été réinvestis dans la compagnie? Il était clair que des industries telles que la production de motos avaient été complètement tondues, avec très peu de réinvestissements. C'est pourquoi l'industrie de la moto anglaise a disparu au profit de la moto japonaise.

Bien que la situation n'y soit pas exactement pareille, le rachat récent par des mineurs du puits de Tower, au sud du Pays de Galles, a certaines similitudes avec les coopératives ouvrières du passé. Il est possible que ce puits puisse survivre au gouvernement Tory actuel. Nous devons avoir une approche extrêmement sensible par rapport à la situation délicate des travailleurs qui y sont impliqués. Sans le puits, l'avenir de l'ensemble de la région est très douteux. Pendant toute une période, le rôle de la section de Tower du NUM (National Union of Mineworkers) a été de donner à la classe ouvrière locale une direction par rapport à de nombreux problèmes de solidarité avec d'autres groupes de travailleurs en difficulté, et ceci est extrêmement important. L'avenir du puits ne sera pas seulement déterminé par l'économie du charbon, mais aussi par la pression qui sera exercée sur un futur gouvernement Labour.

Dans les années '70, nous avons développé la revendication que les industries nationalisées aient leur propre conseil d'administration composé d'un tiers des syndicalistes de l'industrie, d'un tiers de représentants du TUC (Trade Union Congress, qui est la fédération générale de tous les syndicats anglais), et d'un tiers de représentants d'un gouvernement Labour. Cette revendication a été mise en pratique lorsque British Leyland a fait faillite en 1975, et nos partisans dans les

usines Leyland ont été capables d'obtenir l'adoption de cette revendication par le Comité interentreprises.

C'était alors Tony Benn qui était Ministre de l'Industrie et, lorsque notre revendication lui a été présentée par le Comité interentreprises de Leyland, il était favorable à l'idée d'une certaine forme de contrôle des investissements et autres points similaires par les délégués syndicaux (il faut noter ici que c'était Derek Robinson qui était président du Comité interentreprises, que les staliniens avaient été complètement discrédités et ne proposaient aucune alternative à notre revendication).

Tony Benn a perdu son poste de Ministre peu de temps après, mais en conséquence directe de notre agitation autour de la question de la gestion ouvrière à British Leyland, la bureaucratie du TGWU reprit une version fort diluée de cette revendication (appelée «*Participation ouvrière*») et qui contenait plus de pièges que d'avantages, y compris le piège extrêmement dangereux du «*secret commercial*». Ceci a mené à une situation où les représentants des travailleurs étaient mis au courant de tous les changements majeurs dans le plan d'entreprise, mais à cause du secret commercial, n'avaient pas le droit d'en informer leur base.

La revendication un tiers, un tiers, un tiers, a constitué et constitue encore un outil pour élever le niveau de conscience, en posant la question: «*Dans les intérêts de qui l'entreprise est-elle gérée?*» Cette revendication n'a jamais été sensée être appliquée de manière indiscriminée à toute situation qui se présente. Mais ce qu'elle a fait, a été de concrétiser une situation réelle (telle que la faillite de British Leyland), où le slogan du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière auraient été inadéquats, et aurait en particulier laissé la porte ouverte aux réformistes et aux staliniens.

Par exemple, nous n'avons pas utilisé cette revendication lorsque nous avons écrit que le gouvernement Labour devrait nationaliser les 200 plus grandes entreprises sous contrôle et gestion démocratiques par les travailleurs. Nous n'avons pas dit que, une fois nationalisées, ces 200 plus grandes entreprises devraient être gérées par un comité un tiers, un tiers, un tiers. Dans la discussion autour de ces revendications, d'autres choses seraient mises en avant, telles que le besoin d'un plan socialiste de production, ou un plan socialiste de transport, ou un plan socialiste d'énergie. Les questions qui seraient soulevées porteraient sur les besoins de la société dans son ensemble, sur la nécessité ou pas de toutes ces voitures, sur l'organisation des transports en commun, sur la pertinence de la concurrence entre gaz et électricité. En d'autres termes, la question d'un contrôle plus large, impliquant le droit de l'ensemble de la communauté de participer aux décisions sur ce qui est produit, comment il devrait être distribué, combien devrait être accordé à la santé, l'éducation, aux soins pour les enfants, etc.

Cette revendication et son utilisation a donc été basée sur l'expérience concrète des travailleurs dans ces industries, plutôt que d'apparaître du néant.

La gestion ouvrière signifie le contrôle au quotidien des industries d'Etat par les travailleurs, avec toutes les qualifications mentionnées ci-dessus, lors d'une période où la classe ouvrière a acquis le pouvoir d'Etat et où les entreprises individuelles sont placées sous le contrôle d'un gouvernement socialiste. Ce qui lie les deux phases que sont le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière, c'est le processus révolutionnaire.

La révolution russe était à un certain moment (entre février et octobre 1917) une période de double pouvoir. Le double pouvoir dans cette période consistait au fait que les comités

d'usine dans toutes les principales entreprises avaient le pouvoir de contrôler non seulement ce qui se passait au sein de leur usine, comme le contrôle du processus de production, la gestion du personnel, etc. mais avaient aussi le contrôle sur ce qui entraît et sortait des usines, sous forme de marchandises et de matières premières. Les comités d'usine décidaient de plus en plus de la manière dont ces marchandises étaient utilisées et distribuées, surtout dans la période de septembre à octobre 1917.

Les moyens de production étaient toujours «légalement» propriété des patrons, de même que des banques et des investisseurs étrangers, mais dans la vie au jour le jour, les gérants de ces usines ne pouvaient rien faire sans que cela ne soit agréé par les comités de travailleurs élus.

« La propriété et ses privilèges », c-à-d le paiement régulier des dividendes aux actionnaires, étaient sans aucun doute maintenus. Ce n'est qu'après le triomphe de la révolution, lorsque les travailleurs ont conquis le pouvoir d'Etat et qu'un gouvernement ouvrier mené par les Bolchéviks a été installé, que la question de la gestion ouvrière a été prise à bras le corps.

Lénine comme Trotsky pensaient que cette question pouvait être laissée de côté pour un moment, puisqu'il y avait d'autres questions plus pressantes qui devaient être résolues (comme la question du retrait de la Russie de la guerre contre l'impérialisme allemand).

En fait, les Bolchéviks n'ont jamais réellement nationalisé le gros de l'industrie jusqu'à juin 1918. Jusque là, formellement, l'industrie russe était toujours la propriété de la vieille classe capitaliste, laquelle était passée de manière quasi unanime dans le camp de la contre-révolution.

Cette revendication est-elle toujours valide ? Oui ! Malgré un niveau de conscience plus bas quant au rôle du TUC et d'un futur gouvernement Labour, nos revendications doivent cibler les couches les plus avancées. Des slogans telles que «*une assemblée élue de représentants des syndicats, des entreprises et de la collectivité*» représente la prise de conscience du fait que la société est en évolution, et qu'il y a par conséquent la nécessité d'un dialogue avec les couches les plus avancées de la classe ouvrière. Au cours de ce processus de dialogue, les enjeux vont s'aiguiser de plus en plus, et donc de même en ce qui concerne notre programme.

3. L'INDUSTRIE NATIONALISÉE ET LA GESTION OUVRIÈRE, PAR LÉON TROTSKY

Cet article ne figure dans aucune archive de Trotsky. Il a été découvert et identifié en avril 1946, lors d'une visite de Joe Hansen chez le vieux militant mexicain Rodrigo Garcia Treviño (né en 1902). Ce dernier, qui était l'un des dirigeants de la C.T.M., proche de Francisco Zamora, et avait des contacts avec Trotsky avait tenté de persuader ce dernier de l'importance de la gestion ouvrière décidée par le gouvernement Cárdenas pour les chemins de fer et les entreprises pétrolières nationalisées. Trotsky fut apparemment ébranlé puisqu'il annonça qu'il allait réfléchir. Ce texte est le résultat de ses réflexions qu'il envoya quelques jours après à Garcia Treviño. L'exemplaire trouvé chez Garcia Treviño portait des corrections manuscrites de Trotsky et il n'y a pas de doute quant à son authenticité.

Source : Œuvres - T. XVIII (EDI)



Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. La politique actuelle du gouvernement en est au second stade : ses plus grandes conquêtes sont les expropriations des chemins de fer et de l'industrie pétrolière.

Ces mesures sont intégralement du domaine du capitalisme d'État. Toutefois, dans un pays semi colonial, le capitalisme d'État se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne peut se maintenir sans le soutien actif des travailleurs. C'est pourquoi il s'efforce, sans laisser glisser de ses mains le pouvoir réel, de placer sur les organisations ouvrières une partie importante de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Où devrait être dans ce cas la politique du parti ouvrier ? Ce serait évidemment une erreur désastreuse, une parfaite escroquerie que d'affirmer que la route vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne mais par la nationalisation par l'État bourgeois de diverses branches de l'industrie et de leur transfert aux mains des organisations ouvrières. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Le gouvernement bourgeois a effectué lui-même la nationalisation et a été obligé de demander la participation ouvrière à la gestion de l'industrie nationalisée. On peut, bien entendu, esquiver le problème en citant le fait que, sauf si le prolétariat s'empare du pouvoir, la participation des syndicats à la gestion des entreprises de capitalisme d'État ne peut donner de résultats socialistes. Cependant, une politique aussi négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise par les masses et ne contribuerait qu'à renforcer les positions opportunistes.

Pour les marxistes, il ne s'agit pas de construire le socialisme des mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le cadre du capitalisme d'État et de faire progresser le mouvement révolutionnaire des ouvriers.

La participation aux parlements bourgeois ne peut plus désormais donner de résultats positifs importants ; dans certaines conditions, elle conduit même à la démoralisation des députés des ouvriers. Mais aux yeux des révolutionnaires, cela ne constitue nullement un argument en faveur de l'antiparlementarisme.

Il serait inexact d'identifier la politique de participation des ouvriers à la gestion de l'industrie nationalisée et la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois (ce que nous appelons ministérialisme). Tous les membres du gouvernement sont liés les uns aux autres par les liens de solidarité. Un parti qui est représenté au gouvernement est responsable de toute la politique gouvernementale, dans son ensemble. La participation à la gestion d'une branche donnée de l'industrie laisse l'entière possibilité d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants des ouvriers sont en minorité dans la gestion, ils ont l'entière possibilité de le dire et de publier leurs propositions qui ont été repoussées par la majorité, de les porter à la connaissance des travailleurs, etc.

On peut comparer la participation des syndicats à la gestion de l'industrie nationalisée à la participation des socialistes aux municipalités, où les socialistes remportent parfois la majorité et sont ainsi amenés à gérer une importante économie municipale, alors que la bourgeoisie domine toujours l'État et que les lois de la propriété bourgeoise demeurent en vigueur. Dans la municipalité, les réformistes s'adaptent passivement au régime bourgeois. Sur ce terrain, les révolutionnaires font tout leur possible dans l'intérêt des travailleurs et, en même temps, enseignent à chaque étape aux travailleurs qu'une politique municipale est impuissante sans la conquête de l'appareil d'État.

La différence, bien entendu, réside en ce que, dans le domaine des municipalités, les ouvriers s'emparent de certaines positions par des élections démocratiques, tandis que, dans celui de l'industrie nationalisée, c'est le gouvernement lui-même qui les invite à prendre certains postes. Mais cette différence est purement formelle. Dans l'un et l'autre cas, la bourgeoisie est obligée de concéder aux ouvriers certaines sphères d'activité.

Et les travailleurs les utilisent dans leur propre intérêt.

Il serait léger de fermer les yeux sur les dangers qui découlent d'une situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée. La base en est le lien entre les sommets des dirigeants syndicaux et l'appareil du capitalisme d'Etat, la transformation des représentants mandatés du prolétariat en otages de l'Etat bourgeois. Mais si grand que puisse être ce danger, il ne constitue qu'une partie d'un danger, ou plus exactement, d'une maladie générale, à savoir la dégénérescence bourgeoise des appareils syndicaux à l'époque impérialiste, pas seulement dans les vieux centres des métropoles mais également dans les pays coloniaux [1]. Les dirigeants syndicaux, dans l'écrasante majorité des cas, sont des agents politiques de la bourgeoisie et de son Etat. Dans l'industrie nationalisée, ils peuvent devenir et ils sont déjà en train de devenir ses agents administratifs directs. Contre cela, il n'y a que la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier en général, et en particulier pour la formation dans les syndicats de solides noyaux révolutionnaires capables, tout en préservant l'unité du mouvement syndical, de lutter pour une politique de classe et pour que les organismes dirigeants soient composés de révolutionnaires.

Un danger d'une autre sorte réside dans le fait que les banques et autres entreprises capitalistes dont une branche, d'industrie nationalisée, dépend au sens économique du terme, peuvent utiliser et utiliseront des méthodes particulières de sabotage pour faire obstacle à la gestion ouvrière, pour la discréditer et la pousser au désastre. Les dirigeants réformistes essaieront d'écarter ce danger en s'adaptant servilement aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes et en particulier des banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront du sabotage des banques la nécessité de les exproprier et d'établir une banque nationale unique qui serait le centre comptable de l'économie tout entière. Bien entendu, cette question doit être indissolublement liée à la question de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Les différentes entreprises capitalistes, nationales et étrangères, vont inévitablement commencer à comploter avec les institutions de l'Etat pour faire obstacle à la gestion ouvrière de l'industrie nationalisée. Par ailleurs les organisations ouvrières, qui participent à la gestion des différentes branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, se soutenir économiquement les unes les autres, agir en unissant leurs forces sur le gouvernement, les conditions du crédit, etc. Un tel bureau central de la gestion ouvrière des branches nationalisées de l'industrie doit être évidemment en contact étroit avec les syndicats.

Pour résumer, on peut dire que ce nouveau domaine de travail comporte à la fois les possibilités et les dangers les plus grands. Les dangers consistent en ce que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'Etat peut tenir les ouvriers en échec, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent en ce que, s'appuyant sur leurs positions dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent de toutes leurs forces lancer leur attaque contre les forces du capital et contre l'Etat bourgeois. Laquelle de ces possibilités va-t-elle prévaloir ? Dans combien de temps ? Il est naturellement impossible de le prédire. Cela dépend entièrement de la lutte entre les diverses tendances au sein de la classe ouvrière, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale. En tout cas, pour utiliser cette forme nouvelle d'activité dans l'intérêt de la classe ouvrière et pas

de l'aristocratie et de la bourgeoisie ouvrière, il n'y a qu'une condition qui soit nécessaire : l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire qui étudie avec soin chaque forme d'activité ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les travailleurs, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.

Les principes de base de l'activité des marxistes dans les syndicats à l'époque de la "réaction sur toute la ligne".

Le dernier article de Trotsky avant son assassinat par un agent de Staline.

Oeuvres : août 1940

4. LES SYNDICATS À L'ÉPOQUE DE LA DÉCADENCE IMPÉRIALISTE

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des sur-profits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays " arriérés ". Cela constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en

institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndicats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux temps, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des



syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans les pays arriérés

Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure

à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste au semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue.

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A

l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IV^{ème} internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

En Angleterre

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre, le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou) ; les leaders syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents fidèles du parti conservateur.

En France

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

Aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombait sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la nouvelle se réduit dans une large mesure à une lutte pour parvenir à la collaboration avec Roosevelt et son cabinet pour obtenir leur appui.

En Espagne

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols.

Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui dans une certaine mesure représentaient l'indépendance du

mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs leaders devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amointrit pas sa signification. La guerre est une continuation de la politique. Elle favorise les développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque, et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite est dû à l'exacerbation des contradictions sociales et internationales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou on leur avait fait comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer à l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouvement de masses et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Cela motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats, l'évolution vers le régime totalitaire, caractéristique fondamentale de la période.

En Hollande

Nous devons également évoquer le cas de la Hollande où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour l'impérialisme, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste passa également sous le contrôle du gouvernement impérialiste. En dépit de ses sympathies platoniques pour la IV^{ème} Internationale, Sneevliet, le secrétaire de l'organisation, avait, comme député au parlement hollandais, pour premier objectif d'éviter que les foudres du gouvernement ne s'abattent sur son organisation syndicale.

Au Mexique

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme.

C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des "intérêts communs" de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

L'anarchisme

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé avec une clarté particulière que l'anarchisme qui, du point de vue théorique, n'est jamais qu'un libéralisme poussé à l'extrême, ne fut dans la pratique qu'un mouvement de propagande s'exerçant paisiblement dans le cadre de la république démocratique dont il cherchait la protection.

Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme mouvement de masse et d'action politique, n'a exercé qu'une activité propagandiste sous la protection pacifique de la légalité.

Dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes.

Ce fait fut signalé par Marx en relation avec les événements de la Commune de Paris, et il se reproduisit à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps.

Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVème Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

Août 1940



PRENEZ UN ABONNEMENT À L'ALTERNATIVE SOCIALISTE!

Pour aller à l'encontre de la propagande du patronat, du gouvernement et des médias traditionnels, nous avons besoin de nos propres médias.

Le mensuel Alternative Socialiste offre chaque mois des articles, rapports et analyses des luttes du mouvement ouvrier et des jeunes, effectués à partir d'un engagement actif au sein de celles-ci. Nos commentaires ne sont pas impartiaux, mais mettent en avant les luttes des travailleurs et nos propositions pour les pousser plus loin.

Afin d'être capable de publier un tel mensuel, nous faisons appel à votre soutien. Prenez un abonnement pour, chaque mois, lire votre ration d'analyses réelles socialistes. Un abonnement de soutien vous permettra plus encore de nous permettre de réaliser ce défi mensuel.

Un abonnement régulier revient à 12 euros pour 12 numéros. Nous vous proposons de prendre, par exemple, un abonnement de soutien de 25 euros. Versez 12 ou 25 euros au numéro de compte 001-3907596-27 de 'Socialist Press' avec pour mention 'abonnement'.

Rejoignez le PSL !



A envoyer à BP 131, 1080 Molenbeek-Saintelette

Nom: _____

Adresse: _____

Tél / E-mail: _____

- Je veux rejoindre le PSL
- Je veux plus d'informations
- Je veux être invité aux activités
- Je m'abonne à *Alternative Socialiste*
 - Belgique: abo/12n°s: 12€
 - Belgique: abo. d'essai/2n°s: 2€
 - Europe: abo/12n°s: 18€
 - Abo de soutien/12n°s: 25€

Compte : 001-3907596-27 de Socialist Press


Soutenez le PSL: versez au 001-2260393-78

Brochures



1. Le marxisme en 160 questions et réponses. 3 euros
2. Le PSL/LSP, un parti pour changer de société. 3 euros
3. Détruire le capitalisme... avant qu'il ne détruise la planète!
..... 2 euros
4. Femmes: un programme anti-crise pour nous aussi! . . 2 euros
5. Lutter contre le sexisme est toujours d'actualité. . . . 1 euro
6. Programme de transition et nationalisations 2 euros
7. L'Etat et la révolution (Lénine) 3 euros
8. La Révolution russe (Texte de Trotsky avec d'autres textes de
présentation). 2 euros
9. La Révolution espagnole 1931-1939 3 euros
10. Iran: Vers où aller? (retour sur les évènements de 2009 et
sur la révolution iranienne de 1978-1979) 1 euro
11. France: 1968, un mois de révolution (livre). 7 euros

Pour passer commande:

 A envoyer à BP 131, 1080 Molenbeek-Sainctelette

Brochure: _____

Nom: _____

Adresse: _____

Tél / E-mail: _____

A verser au n° 001-2260393-78